La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest

N° 37 – aout – octobre 2022

Sommaire

Vue d'ensemble 2

Activités par domaine 4

Les cours en ligne du FMI 21

Rapports de missions mis en ligne sur le site du FMI 21

Activités à venir 22

VUE D'ENSEMBLE

La reprise économique en Afrique subsaharienne a été brusquement interrompue. Le dernier rapport des perspectives économiques régionales en Afrique subsaharienne d'octobre 2022 informe que l'année dernière, l'activité a finalement rebondi, portant la croissance du PIB à 4,7 % en 2021. Toutefois, en 2022, la croissance devrait ralentir fortement, de plus d'un point de pourcentage, pour s'établir à 3,6 %, en raison du ralentissement mondial, du resserrement des conditions financières internationales et de la reprise spectaculaire de l'inflation mondiale, qui se répercute sur une région déjà éprouvée par une série de chocs.

La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie touche les populations les plus vulnérables de la région, tandis que la dette publique et l'inflation atteignent des niveaux jamais vus depuis des décennies. Dans ce contexte, et face à des options limitées, de nombreux pays se retrouvent au bord du gouffre.

Les autorités dans nos pays membres sont confrontés à un trilemme. En premier lieu, elles font face aux besoins de la population résultants des impacts liés aux chocs susmentionnés. Dans le même temps, la mobilisation des recettes est primordiale pour financer les dépenses publiques dans un contexte de faible croissance économique et dans un milieu social tendu. En outre, la dette s'est chiffrée à un niveau qui requiert une grande attention dans quelques pays. Dans ce contexte, Il y a une pression liée à la mobilisation des recettes supplémentaires pour le remboursement du service de la dette dans un environnement caractérisé par peu de marges en termes de politique économique.

Les perspectives à court terme sont extrêmement incertaines, car les perspectives de la région sont liées à l'évolution de l'économie mondiale et un certain nombre de pays sont confrontés à des situations sociopolitiques et sécuritaires difficiles (au nombre de ces pays figure la moitié des pays couverts par le centre) sur leur territoire.

Dans cet environnement difficile, les responsables politiques doivent faire face aux crises socio-économiques immédiates dès qu'elles se présentent, tout en s'efforçant de réduire les vulnérabilités aux chocs futurs et de renforcer la résilience. En fin de compte, la sécurité et la prospérité de la région nécessiteront une croissance de qualité et la mise en œuvre de politiques qui ouvriront la voie à une reprise durable, en aidant les pays à s'éloigner du gouffre.

Pour accompagner ses pays membres face aux différents défis dans cet environnement difficile, AFRITAC de l'Ouest continue de leur apporter divers appuis à travers des missions à distance et en présentiel et des formations.

Ce trente-septième numéro de la Gazette couvre les activités menées par le centre au cours du deuxième trimestre (aout - octobre 2022) de l'année fiscale 2023. Vous trouverez également dans ce numéro un encadré sur l'explication et le calcul du produit intérieur brut (PIB).

Pour ce qui est des nouvelles du personnel, au cours du trimestre dernier, le Centre a enregistré l'arrivée de M. Roland Atanga et de M. Millogo François, respectivement, conseiller résident en administration fiscale et en statistiques de finances publiques.

M. Roland Atanga Fongue, Inspecteur principal des impôts et docteur en droit public, a travaillé pendant deux décennies au sein de l'administration fiscale camerounaise. Il y a contribué, à divers postes de responsabilités, à la mise en place de nombreuses réformes d'administration fiscale et de densification du réseau de coopération fiscale internationale. Membre du panel d'experts du FMI depuis 2011, il a mené de nombreuses missions d'assistance court terme en matière d'administration fiscale dans une quinzaine de pays d'Afrique et d'Amérique. Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en octobre 2022, il a conduit une assistance technique long terme entre 2019 et 2022 au profit du Tchad, de la République centrafricaine (RCA) et de la République démocratique du Congo (RDC).

M. Millogo François. Diplômé de l'Université de Ouagadougou et de l'Ecole Nationale des Régies Financières (ENAREF), M. François Millogo a exercé, pendant 15 ans, des fonctions d'Administrateur des services financiers au Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers puis à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du ministère de l'Économie et des finances du Burkina Faso. Il a travaillé principalement dans le domaine des Statistiques de finances publiques (SFP), notamment du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Au poste de Chef du Service des statistiques des opérations financières de l'Etat, il a participé à la mise en œuvre des réformes en matière de TOFE, à travers notamment la migration à la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques 2001/2014 et l'élargissement de la couverture institutionnelle. Grâce à cette expérience, il a été, depuis 2017, Expert court terme auprès du Département des statistiques du FMI. A ce titre, il a participé à de nombreuses missions d'assistance technique dans les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, lui permettant ainsi d'avoir une compréhension approfondie des défis statistiques auxquels sont confrontés plusieurs pays.

ACTIVITES PAR DOMAINE

Administration douanière

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maitrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

Conseiller résident en administration douanière

Avant son arrivée à l'AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, **M. Ahmed Boilil** a été conseiller résident en techniques douanières au Togo dans le cadre d'un projet Banque africaine de développement (BAD). Il a été également conseiller résident en administration douanière à l'AFRITAC de l'ouest de janvier 2009 à décembre 2012. Auparavant il a été Directeur général adjoint des douanes en Mauritanie.

Guinée - Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 8 au 19 août 2022.

Objectifs : (i) évaluer les progrès réalisés depuis la dernière mission et (ii) examiner les différentes alternatives technologiques qui pourraient appuyer qualitativement la procédure d'évaluation des marchandises.

Constats et résultats : La majorité des recommandations formulées n'a été que partiellement exécutée.

La mission a noté également que les vérificateurs rencontrés démontrent de bonnes aptitudes dans l'application quotidienne de la valeur transactionnelle. 36 vérificateurs ont bénéficié d'une formation sur la valeur en douane, financée par l'Union européenne.

Malgré les avancées signalées, la douane doit encore progresser dans certains domaines pour considérer que l'application de la valeur transactionnelle soit en conformité avec les bonnes pratiques internationales.

Des mesures d'ajustement prioritaires ont été proposées. Elles sont nécessaires pour faire en sorte que (i) tous les acteurs concernés par la fonction d'évaluation en douane (services douaniers, partenaires de la chaine logistique) s'approprient la stratégie entérinée pour une parfaite maitrise de ladite fonction, (ii) les recettes soient davantage mobilisées et sécurisées et (iii) le climat des affaires soit consolidé et attractif.

Burkina Faso - Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 19 au 30 septembre 2022.

Objectifs : (1) évaluer la mise en œuvre des mesures préconisées par la mission d'avril 2021 et (2) actualiser le plan d'actions de mise en place des procédures conformes aux standards internationaux.

Constats et résultats : Le bilan de la mise en œuvre des mesures préconisées lors de la mission d'avril 2021 est positif. 10 recommandations sur 16 sont réalisées ou en cours de réalisation. La Direction de la valeur, de l'analyse du risque et du renseignement a été renforcée pour mieux accompagner la stratégie de réappropriation de la fonction d'évaluation.

Un nouveau modèle de certificat de visite est en cours d'élaboration. Les plateformes SYDONIA World et SYVLIE sont interconnectées depuis octobre 2021. Afin d'accompagner efficacement les mesures préconisées, un plan d'actions spécifiques à mettre en œuvre a été élaboré en tenant compte des mesures non réalisées.

Sénégal – Renforcement de la fonction d'évaluation et de contrôle de la valeur en douane à l'importation du 19 au 30 septembre 2022.

Objectifs : (1) évaluer la mise en œuvre des recommandations de février 2022 et faire toute recommandation pratique supplémentaire nécessaire pour achever la réforme, et (2) évaluer les impacts des contrôles de la valeur transactionnelle sur les recettes ainsi que sur les contentieux recouvrés.

Constats et résultats : l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la mission de février 2022, est mitigée. Toutefois, malgré ce léger stade d'avancement remarqué au niveau des mesures structurelles à mettre en place, c'est un bilan plutôt encourageant dans le contexte où (1) des contrôles sont en place et donnent des résultats, (2) le développement d'outils informatiques d'aide à la décision se poursuit, et (3) les mesures projetées pour le 4e trimestre 2022 sont programmées ou en cours. Les résultats positifs croissants des contrôles issus des enquêtes douanières illustrent les efforts et la détermination de la Direction en matière de contrôle de la valeur en douane.

Togo - le contrôle et le suivi des engagements douaniers des opérateurs relatifs aux régimes douaniers spéciaux du 24 octobre au 4 novembre 2022.

Objectifs : (1) faire le point sur la mise en œuvre des propositions issues du séminaire de 2021 sur le contrôle et le suivi effectifs des engagements douaniers des opérateurs relatifs aux régimes douaniers spéciaux; (2) appuyer les agents des douanes dans la rédaction de l'instruction cadre relative au processus de gestion et de recouvrement de la dette douanière ; (3) fournir des orientations dans la mise en œuvre des actions de recouvrement pour poursuivre le paiement de la dette douanière et ; (4) appuyer la réalisation des étapes du cadre logique du projet.

Constats et résultats : Des progrès, dus principalement à des procédures de plus en plus informatisées, mais aussi à une bonne sensibilisation du personnel, ont été constatés dans la gestion et le suivi des engagements Douaniers. La mission a proposé un plan d'actions détaillé pour améliorer la gestion et le suivi des exonérations et des régimes suspensifs à chaque niveau de contrôle douanier. Elle a notamment souligné la

nécessité d'appliquer les dispositions réglementaires et les procédures présentées lors du séminaire pour apurer les engagements en souffrance des opérateurs.

Administration fiscale

L'AFRITAC de l'Ouest conduit ses activités d'assistance technique en lien étroit avec la surveillance macroéconomique et les programmes du FMI pour aider les pays membres à surmonter leurs points faibles et aligner leurs niveaux de collecte des recettes sur leurs potentiels économiques. En liaison avec le Département des Finances publiques (FAD) du FMI, le Centre concentre son action sur l'amélioration de la maitrise du risque de non-conformité et la consolidation des fonctions essentielles des administrations fiscales de la sous-région.

Conseiller résident en administration fiscale

M. Nicolas Hiol soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie.

Guinée : première évaluation du régime d'administration fiscale à travers l'outil diagnostic TADAT[1]du 19 septembre au 03 octobre 2022

Objectifs : fournir des indications précises sur les points forts de l'administration fiscale et les marges de progrès qui restent à réaliser pour permettre aux autorités de concrétiser leur ambition de doubler à moyen terme le niveau de mobilisation des recettes pour le porter à 13,88% du PIB.

Constats et résultats : Des progrès encourageants ont été réalisés au cours de la période récente. Un nouveau numéro d'identification unique et centralisé a ainsi été mis en place. Un système informatique rénové a rendu la télédéclaration et le télépaiement effectifs pour les grandes et moyennes entreprises. Des méthodes de retenue à la source existent dans le nouveau code des impôts, ainsi que des régimes de paiement anticipé. L'administration fiscale informe de manière proactive les contribuables sur leurs obligations fiscales et le règlement des litiges fiscaux est organisé selon un processus conforme aux meilleures pratiques.

[1] Tax administration diagnostic assessment tool

Conseiller résident en administration fiscale

M. Olivier Sanz, après avoir soutenu les administrations fiscales du Mali et du Burkina Faso, accompagne depuis octobre 2022 les administrations fiscales du Bénin, de Côte d'Ivoire, de Guinée-Bissau, de Mauritanie et du Sénégal. Avant de rejoindre en décembre 2021 l'AFRITAC de l'Ouest, où il a été conseiller résident de 2017 et 2019, il a occupé différents postes de responsabilité au sein de l'administration fiscale française et effectué de nombreuses missions d'expertise pour le compte du FMI et d'Expertise France au Maghreb, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Burkina Faso – Accompagnement du projet de développement d'une informatique décisionnelle à la DGI (Ouagadougou, du 15 août au 2 septembre 2022). Principaux constats. Inscrit au Schéma directeur informatique de la DGI, le projet INFOCENTRE s'est structuré et s'est enrichi de nouvelles sources de données depuis la mission de mai dernier. Si ces avancées sont très positives et doivent être saluées, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à un véritable outil d'analyse risque de type datamining. Des financements sont recherchés auprès des partenaires techniques et financiers. Le conseiller a rencontré la Délégation de l'Union européenne (DUE) et le Service économique (SE) de l'Ambassade de France.

Principaux résultats : (1) une matrice pour définir une stratégie du renseignement fiscal – orientée vers la donnée et articulée autour du projet INFOCENTRE –, a été produite ; (2) un plan d'actions pour renforcer la fiabilité des données utilisées a été proposé ; et (3) une première esquisse de cahier des charges a été rédigé avec les équipes métiers pour spécifier les besoins fonctionnels d'une programmation des contrôles fiscaux basée sur l'analyse risque afin de lutter plus efficacement contre la fraude fiscale et dégager des recettes supplémentaires.

Renforcement des liens avec les partenaires techniques et financiers (Abidjan, octobre 2022). Plusieurs rencontres ont été organisés au cours du mois d'octobre avec les Délégations de l'Union européenne (DUE) de la sous-région, l'Office of Technical Assistance (OTA) de l'US Department of the Treasury et les coordonnateurs des projets FORCE, PARFID et DATFID que conduit Expertise France (EF) en Afrique de l'Ouest pour le compte de l'Agence France Développement (AFD).

Lancement de la campagne de collecte de données des administrations fiscales ISORA 2022 (Abidjan, octobre 2022). Initiative parrainée par le Centro Interamericano de las Administrationes Tributarias (CIAT), le Département des Finances publiques (FAD) du FMI, l'Intra-European Organization of Tax Administrations (IOTA) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Gestion des finances publiques

Dans ce domaine, l'AFRITAC vise l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect budget

Ha Vu a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques, ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques. Elle a contribué à l'élaboration du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI (PIMA).

Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect trésor

M. Naby Abraham Ouattara a exercé pendant 21 ans au Trésor Public du Burkina Faso où il a occupé graduellement les principaux postes de responsabilités dont notamment ceux de Directeur des Affaires Monétaires et Financières, d'Agent Comptable Central du Trésor et de Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il a effectué plusieurs missions d'assistance technique en qualité d'expert court terme du Département des Finances Publiques du FMI. Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest, M. Ouattara a servi pendant trois ans et demi, à Conakry en qualité de conseiller en gestion des finances publiques pour le compte du FMI.

Togo – Mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés - du 24 octobre au 4 novembre 2022.

Objectif : Appuyer à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP), dans son volet mise en place d'un dispositif de contrôle interne comptable (CIC).

Constats et résultats : La mission a élaboré à l'attention des autorités, un cadre de référence pour la mise en place du CIC ainsi qu'un plan d'actions.

Le cadre de référence est un document destiné à tous les acteurs de la réforme des finances publiques, pour s'approprier (i) le changement de dimension de la comptabilité générale de l'Etat, (ii) la mise en place du

contrôle interne comptable pour atteindre la qualité des comptes et le respect des principes comptables édictés par le décret portant Plan Comptable de l'Etat, (iii) le contenu du contrôle interne comptable (CIC). Il permet, par sa structuration, de bien comprendre le lien et les enjeux entre les préceptes édictés par les nouvelles normes comptables et les implications en termes de mise en place des dispositifs de maîtrise des risques.

La feuille de route prévoit une approche graduelle pour le déploiement du CIC avec une cible de 3 ministères à couvrir en 2023, 50% des ministères à couvrir en 2024 et 100% des ministères à couvrir 2025. Elle est organisée autour de 5 axes :

- la mise en place du pilotage stratégique et opérationnelle ;
- la documentation ;
- les actions de formation et de renforcement des capacités ;
- la mise en œuvre opérationnelle du nouveau dispositif ;
- l'évaluation du CIC.

La mission a animé un atelier de renforcement des capacités sur le CIC à l'attention d'une cinquantaine de participants.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

L'AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.

Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers

Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, **M. Soltani Chaker** a été, Conseiller en gestion de la dette publique à AFRITAC Centre (Centre qui couvre 9 pays de l'Afrique centrale). Auparavant, M. Soltani a occupé divers postes au sein du ministère des Finances tunisien, il a été nommé Directeur général de la dette de 2011 à 2014 et Directeur de la stratégie de la dette en 2006.

Mali – Amélioration du système de gestion des données de la dette - du 2 au 11 aout 2022.

Objectifs : (1) examiner la mise en œuvre des améliorations et recommandations proposées lors des missions précédentes sur le système intégré de gestion de la dette (SIGED) développé en interne ; (2) évaluer de manière générale les performances du système et ; (3) aider les développeurs et les utilisateurs finaux du système à clarifier davantage plusieurs questions relatives aux spécifications fonctionnelles du système.

Constats et résultats : La mission a constaté une nette évolution depuis 2019, actée essentiellement par le développement d'un module spécifique à l'enregistrement de la dette intérieure et de rapports et états de sortie pour les besoins statistiques et d'analyse du portefeuille de la dette.

Considérée comme étant globalement en adéquation avec l'architecture fonctionnelle d'une base de données de gestion de la dette, l'enjeu principal sur lequel il y a lieu de s'intéresser est l'amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'intégrité des données. Cela peut être assuré par l'intégration de contrôles généraux d'entrée, de traitement et de sortie dans le système, et par l'élaboration de tableaux périodiques de vérification des données.

La mission a produit un outil de suivi de mise en œuvre des recommandations. Il s'agit d'une maquette Excel comportant 4 feuilles relatives respectivement au suivi technique des actions, au suivi du plan d'action, au suivi de la conformité aux exigences de la gouvernance des systèmes d'information et au suivi de la conformité des exigences de sécurité.

Guinée – Développement du marché des titres publics- du 17 au 26 octobre 2022.

Objectifs : appuyer les autorités dans le développement du marché domestique des titres publics et faire le suivi des recommandations des dernières missions sur le développement d'une stratégie d'émission de titres publics.

Constats et résultats : Le ministère des finances a réalisé avec succès ses toutes premières adjudications d'obligations du Trésor à 5 ans en avril 2022 et à 3 ans en août 2022. Les deux adjudications ont rencontré une réussite. La dernière a été légèrement meilleure à celle d'avril (meilleur rendement pour des échéances similaires, demande accrue, amélioration des taux de couverture et d'absorption). Un plan d'actions a été préparé par la mission pour le développement du marché. Il est structuré en actions à court, moyen et long terme en ce qui concerne la stratégie d'émission, la communication au marché et la coordination entre les principales parties prenantes.

Mauritanie- Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme- SDMT- du 12 au 16 septembre 2022

Objectifs : (i) examiner le projet de SDMT préparé par les autorités et évaluer si le processus de la SDMT a été correctement suivi. (ii) fournir des conseils et un appui pour la finalisation de la SDMT dont le rapport final pourrait être annexé à la loi de finances 2023.

Constats et résultats : La SDMT examinée lors de l'atelier couvre la période 2023-2025 avec une projection du portefeuille de la dette à fin 2022 (année de référence). Elle a pris en compte notamment l'échéancier de remboursement, les projections de financement extérieur préparées sur la base des prêts disponibles ou à mobiliser et les

projections en termes de réserve de trésorerie existante à fin 2022.

Le document de la stratégie préparé sera discuté et finalisé par le Comité de la dette publique sur la base du dernier cadrage macro budgétaire avant d'être soumis aux autorités pour approbation et publication.

Benin- Formation sur le recours aux marchés financiers internationaux : Cas des Eurobonds- du 24 au 28 octobre 2022

Objectifs : Délivrer une assistance technique/formation sur les aspects juridiques et financiers des émissions obligataires internationales (Eurobonds), en fournissant des conseils techniques sur les différentes étapes du processus d'émission et de pricing, ainsi que les rôles et responsabilités des différentes parties impliquées dans ces émissions.

Constats et résultats : L'atelier a abordé le processus d'émission en six étapes pratiques, en tenant compte de la stratégie globale de gestion de la dette. Les étapes consistaient en la phase de préparation interne ; la sélection des lead-managers et des conseillers ; la documentation ; les relations avec les investisseurs et le marché ; l'exécution et la tarification, et ; la clôture et le règlement de l'émission.

Le séminaire a été très apprécié par les participants. Ils ont montré une bonne compréhension des bases de l'émission obligataire internationale et ont reconnu les avantages de jouer un rôle dans le processus d'émission d'obligations internationales.

Cette formation a permis d'améliorer la capacité des autorités à gérer le processus d'une émission obligataire internationale et d'accroître la sensibilisation interne à la complexité dudit processus.

Guinée-Bissau- Visite d'immersion professionnelle de trois (3) cadres de la **Guinée-Bissau – formation de 3 cadres à la direction de la dette publique et des dons à Abidjan (DDPD) sur le système de gestion et d'analyse de la dette -SYGADE- du 03 au 07 octobre 2022**

Objectifs : Permettre à un noyau dur de la DGDP d'avoir une formation complémentaire et pratique (formation en peer-to-peer) sur l'utilisation du SYGADE pour se familiariser davantage avec ses fonctionnalités.

Constats et résultats : Les cadres de la DGDP –Bissau ont pu travailler avec leurs homologues à la DDPD-Côte d'Ivoire pour apprendre à maitriser l'utilisation du SYGADE pour la saisie des données de la dette et la génération des états de sortie suivant différents paramètres et clés et notamment pour les besoins des statistiques de la dette, le reporting de la dette, la SDMT, l'analyse de viabilité de la dette ou toute autre demande personnalisée.

La formation a porté également sur des exemples concrets d'états de sortie utilisés par la DGDP pour la publication régulière des données de la dette ou pour faire face à des demandes de partenaires techniques et financiers fréquemment reçues par la DGDP ;

Supervision bancaire

Le champ d'intervention de l'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine de la supervision et de la réglementation financière vise à renforcer la solidité du système financier, à travers notamment la

mise en conformité des réglementations et pratiques avec les principes définis par le Comité de Bâle, tels que le cadre prudentiel dit Bâle II / Bâle III, et la consolidation des acquis en matière de supervision basée sur les risques.

Conseiller résident en supervision bancaire

M. Jean-Charles Normand a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en janvier 2021 après une expérience de plus de trente ans au sein de la Banque de France, notamment dans des fonctions relatives à la supervision bancaire. Depuis 2004, il était en effet chef de missions de contrôle sur place, intervenant pour le compte de l'ACPR ou de la BCE auprès, des principaux établissements bancaires français mais également de compagnies d'assurances.

Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA (SGCBU) - Revue du système de notation des établissements de crédit, du 29 août 2 septembre 2022.

Objectifs : procéder à la revue du système de notation utilisé par le SGCBU pour évaluer les risques portés par les établissements assujettis et adapter ses actions de supervision.

Constats et résultats : cette mission faisait suite à une précédente intervention de juillet 2022 et visait à identifier de manière définitive les besoins d'évolution du système de notation actuel, lequel avait été construit avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest sur la période 2015-2017. La mission, réalisée sous la forme d'atelier collaboratif présentiel, a permis de mettre à jour les critères de notation pertinents, les pondérations associées ainsi que les indicateurs utiles et leur calibrage. Les questionnaires utilisés pour l'évaluation des dispositifs de maîtrise des risques et de contrôle interne ont également été mis à jour. Enfin, l'extension du système de notation aux compagnies financières et aux établissements de crédit maisons mères a été étudiée et des propositions complètes faites en ce sens.

Banque centrale de Mauritanie (BCM) – Supervision des établissements financiers et supervision basée sur les risques, du 26 septembre au 7 octobre 2022.

Objectifs : identifier les besoins d'évolution du cadre réglementaire et de supervision applicable aux établissements financiers et évaluer l'avancée de la supervision basée sur les risques.

Constats et résultats : cette mission a permis d'identifier les types d'établissements susceptibles de rentrer dans la définition des établissements financiers, en distinguant notamment les établissements de crédit-bail, d'affacturage ou de garantie et les institutions à statut légal spécial placées sous la supervision de la BCM. Une réflexion a également été engagée concernant les besoins d'évolution réglementaire et une feuille de route a été établie à cet effet. La mission a également permis de constater l'utilisation de certains des outils définis à l'occasion de missions précédentes (indicateurs d'alerte précoce) et a proposé des modifications à l'actuelle instruction sur le contrôle interne, datant de 2012. Enfin, du temps a été consacré à l'approfondissement des textes relatifs aux établissements de

paiement et de monnaie électronique et à l'analyse de l'activité digitale des banques mauritaniennes.

Séminaire interrégional portant sur l'analyse financière des risques climatiques, le 11 octobre 2022.

Objectifs : introduire l'analyse des risques climatiques auprès des Autorités en charge de la stabilité financière et de la surveillance prudentielle.

Constats et résultats : ce webinaire, qui regroupait 92 participants relevant des périmètres de l'AFRITAC de l'Ouest, de l'AFRITAC Centre ainsi que l'Union des Comores et de Madagascar, faisait suite à une précédente présentation, réalisée en octobre 2021, et a permis d'en actualiser les concepts et méthodes d'analyse. Ont été présentés la nature et les caractéristiques du risque climatique ainsi que les canaux par lesquels il affecte la stabilité financière. La question des diagnostics et scénarios a ensuite été examinée, afin de préciser les éléments à prendre en compte pour la conception des scénarios ainsi que les principales sources d'incertitude. Les approches et méthodologies de modélisation du risque climatique et leur impact sur le système financier ont été décrits. Des études de cas ont été présentées, notamment avec des exemples d'analyse du risque climatique conduits dans le cadre de programmes d'évaluation de la stabilité financière récents. Enfin, le webinaire s'est conclu sur la description des défis réglementaires auxquels les Autorités devront faire face.

Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) – Formation sur les plans de redressement, du 18 au 20 octobre 2022.

Objectifs : présenter aux superviseurs bancaires de l'UEMOA les principaux points de contrôle à effectuer lors de l'examen des plans de redressement.

Constats et résultats : Cette formation a été organisée à la demande du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCBU) et 19 de ses agents, principalement des personnes en charge de cet examen, ont participé aux différentes sessions. L'organisation des sessions a conduit tout d'abord à présenter les objectifs poursuivis par les superviseurs lorsqu'ils exigent des plans de redressement, les enjeux pertinents et à rappeler aux participants les normes internationales et les dispositions spécifiques du cadre réglementaire de l'UEMOA. Ensuite, la majeure partie de la formation a été consacrée à l'analyse détaillée des points de contrôle relatifs à la gouvernance du processus de plan de redressement, à l'identification des fonctions critiques, à la détermination des scénarios et des indicateurs, à la définition des options de redressement et des mesures préparatoires puis aux questions de communication. De nombreux cas pratiques ont illustré la formation.

Statistiques de finances publiques

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

Conseiller résident en Statistiques de finances publiques

Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, M. **Nicolas Kacou** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor.

Togo -Travaux d'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique et de la dette du secteur publique selon le MSFP 2014 et le Guide-Statistiques de la dette du secteur public (SDSP) de 2011 du 19 au 30 septembre 2022.

Objectifs : Au cours des précédentes missions, la table de passage a été élaboré pour le TOFE sur la base du MSFP 2014 pour l'administration centrale budgétaire (BCG). L'assistance du centre a permis d'examiner cette table de passage et les données de l'exercice 2021 compilées par l'équipe du TOFE et a conseillé des améliorations afin que l'équipe puisse compiler ces données de manière indépendante à l'avenir. Il a été convenu que l'équipe TOFE enverra régulièrement les TOFE qui seront produits au conseiller résident pour des conseils et des observations.

Constats et résultats : Le TOFE basé sur le MSFP1986 pour l'administration centrale budgétaire a été revu pour l'exercice budgétaire 2021. La recommandation faite permettra de réduire l'écart statistique et de supprimer la rubrique ajustement.

En outre, la mission a eu une réunion technique avec la Caisse de retraite du Togo (CRT) pour produire la table de passage et le TOFE pour la CRT.

Guinée - finalisation du processus de migration du tableau des opérations financières (TOFE) de l'administration centrale budgétaire (ACB) conformément au cadre analytique du MSFP 2014 du 22 août au 02 septembre 2022.

Objectifs : L’assistance du centre répond, a une requête des autorités de la Guinée avec l’appui du département Afrique du FMI. Au cours de la mission, il a été possible de finaliser et de revoir les différentes lignes de l'outil qui génère le TOFE basé sur le MSFP 2014 à partir des données primaires.

Constats et résultats : La fin de cette mission a marqué la migration définitive des statistiques de l’administration centrale budgétaire de la Guinée aux normes du MSFP 2014. Toutefois, les autorités ont sollicité un appui régulier du conseiller tout au long de l'exercice 2022 et jusqu' à la phase d’appropriation par les compilateurs des statistiques de finances publiques.

La deuxième partie de la mission a été consacrée à l’organisation d’un atelier national, pour le renforcement des capacités des compilateurs et des autorités à l’effet de les aider à comprendre, utiliser et analyser le TOFE basé sur le MSFP 2014. Les sessions ont porté sur la présentation de la couverture institutionnelle et sa sectorisation, le cadre analytique, les principaux agrégats et les soldes basés sur le MSFP 2014. A l'issue de l'atelier, les TOFE à fin décembre 2021 et au premier semestre 2022 ont été examinés.

FAO : Initiatives clés de la FAO pour le renforcement des capacités sur les indicateurs des ODD

Objectifs : Sollicité par l'Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture, le centre a pris part à l’atelier de renforcement des capacités sur les indicateurs des ODD. Cette formation a ciblé les organismes gouvernementaux / fonctionnaires impliqués dans la compilation des statistiques des dépenses publiques sur l'agriculture.

Constats et résultats : L’intervention du centre a porté sur la classification fonctionnelle des dépenses publiques et par type économique qui permet de mesurer plus en profondeur le degré d’efficacité des dépenses auxquelles sont affectées les ressources financières

Statistiques du secteur réel

L’AFRITAC de l’Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d’année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d’Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

Conseiller résident en Statistiques du secteur réel

Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2018, M. **Fahd Ndiaye** a travaillé à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) du Sénégal pendant 10 ans.

Bénin – Les comptes nationaux du 3 au 14 octobre 2022.

Objectif : appuyer l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStaD) du dans le développement des comptes nationaux annuels (CNA), en particulier l'élaboration des CNA de l'année 2018 avec un accent particulier sur le renforcement des capacités et la formation des cadres de l'INStaD

Constats et résultats : Les derniers équilibres ressources emplois (ERE) ont été équilibrés au début de la mission suivi par les travaux d'équilibrage de la fiscalité sur les produits (taxes sur la valeur ajoutée, taxes sur les importations, etc.). L'équilibrage de ces opérations a consisté pour chacune d'entre elles à ajuster le total mis dans les ERE en ressources au montant perçu par les Administrations publiques. Les autres travaux ont concerné les comptes de branche qui ont été complétés pour les différents modes de production. Une formation sur la projection des consommations intermédiaires a été dispensée. L'équilibrage du tableau des entrées intermédiaires a été exposé.

Au vu du retard pris dans l'élaboration des CNA définitifs de l'année 2018, le calendrier a été revu pour les CNA des années suivantes 2019 et 2020 avec l'objectif pour l'INStaD de réaliser la version définitive pour respectivement fin avril 2023 et fin août 2023.

Sénégal – Les comptes nationaux du 12 au 30 septembre 2022.

Objectifs : revoir les travaux méthodologiques réalisés par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) dans le cadre du rebasage.

Constats et résultats : Le progrès significatif a été impacté par l'affectation des fonctionnaires. L'ANSD prendra 2021 comme nouvelle année de référence au lieu de 2019 comme prévu précédemment. Une formation approfondie sur les techniques de rebasage a été dispensée par la mission au profit des nouveaux comptables nationaux. Concernant la feuille de route, l'ANSD prévoit de mobiliser des ressources budgétaires pour ce projet début 2023 et envisage de publier les résultats du rebasage au premier trimestre 2025.

La mission a également noté que l'ANSD est en train de réaliser trois opérations statistiques importantes qui vont soutenir le rebasage. Il s'agit du recensement du cheptel dont les données seront disponibles à la fin de l'année 2023, du recensement de la population de 2023 et de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages qui couvre les années 2022 et 2023.

Sénégal – Les comptes nationaux du 24 au 28 octobre 2022.

Objectif : contribuer à former les cadres de l'Agence nationale de la statistique et de la

démographie (ANSD) responsables de la production des statistiques conjoncturelles.

Constats et résultats : Un premier ensemble de séries expérimentales de statistiques mensuelles à court terme désaisonnalisées (indice de la production industrielle, indice du chiffre d'affaires) à partir de 2015 a été compilé et est disponible pour évaluation. Un projet de processus de production a été proposé, qui comprend un ajustement direct et doit encore être amélioré et testé en temps réel.

La mission a aidé l’ANSD à commencer l'identification de méthodes de désaisonnalisation adaptées aux statistiques mensuelles à court terme au Sénégal. L'examen préliminaire des données a mis en évidence que toutes les séries ne pouvaient être désaisonnalisées et présentaient des points de rupture. Des investigations supplémentaires sont nécessaires pour comprendre et documenter les comportements socio-économiques sous-jacents ou les changements méthodologiques.

La mission a aidé l'ANSD à définir un processus de production. Celui-ci vise à produire des séries mensuelles à court terme corrigées des variations saisonnières ainsi qu'un rapport de qualité automatisé.

Pour la Gazette, Fahd N'Diaye revient sur le calcul du Produit intérieur brut (PIB).

Le Produit intérieur brut (PIB)

Problématique : Comparer la performance des économies du monde n'est pas une tache évidente. Que faut-il retenir comme activités à évaluer ? Comment évaluer objectivement les activités retenues ? La mesure obtenue est-elle cohérente avec les autres évaluations fiscales et monétaires ?

La mesure communément retenue est le produit intérieur brut (PIB).

• Le PIB résume la richesse créée au sein d'une économie par une diversité d'acteurs s'activant dans de nombreuses activités économiques.

• Le PIB sert à évaluer la croissance et à comparer les performances économiques des pays.

• Le PIB est utilisé pour construire des ratios tels que le taux de pression fiscale, le service de la dette ou le taux d'endettement.

• Outre le PIB, les principaux indicateurs de la comptabilité nationale sont le revenu, l'investissement, la consommation finale, les importations et les exportations Ces variables sont souvent articulées autour du tableau des entrées-sorties ou tableau des ressources et des emplois. Ces deux cadres analytiques proviennent de la synthèse des variables susmentionnées

Pour offrir une vision synthétique de la complexité des économies, la comptabilité nationale définit des notions clés. Les « acteurs » de l'économie sont regroupés en secteurs institutionnels en fonction de leurs caractéristiques. On distingue les sociétés non financières, les sociétés financières, l'administration publique (APU), les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages, et par convenance le reste du monde. Ces « acteurs » sont capables de s'engager dans des transactions avec d'autres acteurs, d'encourir des passifs et détenir des actifs. Parmi les opérations que réalisent ces acteurs, la production est centrale car elle est à l'origine de la création des revenus et de l'échange. La disponibilité d'information sur leur activité est essentielle pour entreprendre leur mesure. La liste des activités économiques est convenue et mise à jour périodiquement par les Nations Unies. Actuellement la Classification internationale type par industrie, de toutes les branches d'activités économiques révision 4 (CITI rev 4) est la liste en vigueur.

La richesse créée peut être appréhendée selon deux approches : (i) celle des biens et services produits et échangés ; et (ii) celle des secteurs institutionnels qui opèrent sur ces biens et services. Trois optiques de calcul émergent de ces deux approches : l'optique production et l'optique dépenses s'intéressent aux biens et services tandis que l'optique revenu s'intéresse aux secteurs. La valeur ajoutée est une notion pratique qui permet d'éviter de compter doublement une production. C'est la différence entre la production et la consommation intermédiaire (consommation liée au processus de production). Elle peut se calculer pour un secteur institutionnel tout comme une activité.

Les trois optiques d'élaboration du PIB

- Optique production

  PIB = somme des valeurs ajoutées + impôts nets sur les produits

- Optique dépenses

PIB = Consommation Finale + Formation Brute de Capital Fixe + Variations de Stocks + Exportations – Importations

- Optique revenu

PIB = Rémunération des salariés + Impôts nets sur la production et les importations + Excédent brut d'exploitation / revenu mixte brut

En pratique la mesure du PIB est un long processus qui exploite une multitude de sources d'information à la fois quantitative et qualitative. Par exemple pour classer une entité donnée, il peut être nécessaire d'avoir accès aux statuts la créant afin de déterminer qui la contrôle. Sont aussi exploitées les statistiques sectorielles sur la production, les états financiers des sociétés, les comptes des APU, la balance des paiements ainsi que des données socioéconomiques. En outre, pour les unités informelles, des enquêtes périodiques souvent quinquennales sont effectuées au même titre que les enquêtes sur la consommation des ménages. La disponibilité d'un vecteur de prix est essentielle pour construire une mesure de volumes permettant de supprimer l'effet prix et de dégager la notion de croissance économique.

La mesure du PIB s'intègre dans l'environnement économique. Certains agrégats évalués dans le cadre de la mesure du PIB sont communs avec d'autres statistiques macroéconomiques tels que la balance des paiements ou le tableau des opérations financières de l'Etat. C'est le cas des exportations et des importations mais également des recettes et dépenses des APU. Les tableaux des ressources et des emplois qui sont issus des comptes nationaux sont également utilisés dans le cadre de modèle économique servant à étudier des questions de politique économique ou à formuler des prévisions économiques à court, moyen ou long-terme.

Le PIB trimestriel permet un suivi plus fréquent. C'est une opportunité que devraient saisir les Etats pour renforcer les capacités techniques, financières et humaines des instituts nationaux de la statistique et le système statistique national en particulier. Cependant, les coûts sont (i) une pression accrue sur les appareils statistiques pour avoir des sources d'information infra-annuelles (ii) une pression accrue pour produire dans les délais des statistiques de comptabilité nationale de qualité. La question du renforcement des équipes de comptabilité nationale en particulier est essentielle du point de vue de la ponctualité et de la qualité de la production du PIB.

Analyse macro-budgétaire

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire

M. **Djoret Biaka Tedang** a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer l'AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision dans son pays.

Guinée-Bissau : Appuyer l'élaboration du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2023-2025, 24 octobre au 4 novembre 2022

Objectif : appuyer la préparation d'un DPBEP 2023-2025 cohérent, de qualité et couvrant les entités publiques les plus importantes ainsi qu'une analyse des risques budgétaires

Constats et résultats : le projet de DPBEP 2023-2025 a peu évolué depuis la dernière mission d'AFRITAC de l'Ouest effectuée en mai 2022. La mission a discuté des difficultés rencontrées avec les différentes équipes de travail, apporté des appuis techniques pour leur résorption, et formulé des recommandations pour la finalisation des différents chapitres du document. Les équipes ont été renforcées en techniques de projection de la masse salariale et en analyse des risques budgétaires. Au total, tous les chapitres du document ont été structurés et complétés avec les données disponibles, y compris avec les éléments d'informations sur les risques budgétaires pesant sur l'économie bissau-guinéenne. La prochaine étape de l'assistance technique fin novembre/début décembre 2022 consistera en l'appui à la finalisation de la rédaction des chapitres du document et la recherche de cohérence entre eux.

Les cours en ligne du FMI

Des informations générales sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.edx.org/school/imfx.

L'inscription aux cours en ligne, accessibles aux fonctionnaires et, dans certains cas, au public, est accessible à l'adresse suivante : http://imf.smartcatalogiq.com.

L'Institut du FMI propose des formations en ligne aux fonctionnaires des pays membres et au grand public. Des courtes vidéos de formation sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/c/IMFInstituteLearningChannel/featured.

Rapports de missions mis en ligne sur le site du FMI

Les rapports suivants ont été mis en ligne sur le site Partners Connect du FMI. Les membres du comité d'orientation des pays et les donateurs qui ont signé un accord de confidentialité avec le FMI peuvent accéder aux rapports à l'adresse suivante : TA Reports (imfconnect.org).

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Niger	Statistiques du secteur réel	"Niger: National Accounting Statistics (April 11 – April 15, 2022), August 2022 (French)"
Mali	Statistiques du secteur réel	National Accounting Statistics (March 28 -April 15, 2022), July 2022 (French)
Burkina Faso	Statistiques du secteur réel	National Accounting Statistics (July 18 -July 29, 2022), July 2022 (French)
Burkina Faso	Statistiques du secteur réel	National Accounting Statistics (February 21 – March 04, 2022), June 2022 (French)
Guinée	Statistiques du secteur réel	Guinea: National Accounting Statistics (February 21 – June 10, 2022), September 2022 (French)
Mali	Gestion de la dette	Mali: Improvement of the debt data management system (August 2 -August 11, 2022), August 2022 (French)
Cote d'Ivoire	Gestion des dépenses publiques	Cote d'Ivoire: Support for the implementation of the draft accounting standard (June 20 – July 1, 2022), July 2022 (French)"

ACTIVITES A VENIR

Les principales activités planifiées pour le troisième trimestre de l'année fiscale 2023 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	**Thème**	**Date**
Mauritanie	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) : préparation du premier bilan d'ouverture en CDCP.	Novembre 2022
Guinée	Évaluation finale du projet conjoint FMI-Union européenne (UE), intitulé « cadre et institutions de gestion financière publique, exécution budgétaire, comptabilité publique, gestion de la trésorerie et suivi des risques budgétaires des organismes publics	Décembre 2022
Cote d'Ivoire	La mise en place du contrôle interne budgétaire (CIB)	Décembre 2022
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	**Thème**	**Date**
Mauritanie	Le développement du marché intérieur des valeurs du Trésor.	Novembre 2022
Guinée	Mission virtuelle sur le développement du marché intérieur des valeurs du Trésor.	Décembre 2022
Mali	Recording de la dette	Janvier 2023
Niger	AT sur le plan annuel de financement	Janvier 2023
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	**Thème**	**Date**
Pays membres	Atelier de validation du projet d'élaboration du guide régional sur les bonnes pratiques de management et de gouvernance des administrations fiscales	Décembre 2022
Niger	Mission d'assistance technique conjointe en administrations fiscale et douanière au Niger	Novembre 2022
Administration douanière		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	**Thème**	**Date**
Niger	Mission d'assistance technique conjointe en administrations fiscale et douanière au Niger	Novembre 2022
Statistiques du secteur réel		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	**Thème**	**Date**
Mali	Appui à l'élaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux annuels (CNA).	Novembre 2022
Statistiques de finances publiques		

Niger	L'élaboration des statistiques de finances publiques conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014	Novembre 2022
Supervision bancaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	**Thème**	**Date**
BCEAO	Etude d'impact relative à la norme IFRS 9	7-11 novembre 2022
BCEAO	Réglementation de l'ICAAP	12-16 décembre 2022
BCRG (Guinée)	Stress-tests microprudentiels (suite)	5-16 décembre 2022
BCRG (Guinée)	Liquidité	23-27 janvier 2023
BCM (Mauritanie)	Réglementation prudentielle	30 janvier 2023 –10 février 2023
Analyses macroéconomique et budgétaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	**Thème**	**Date**
Cote d'Ivoire	Renforcer l'analyse des risques d'endettement des entreprises publiques	Novembre 2022

MEMBRES

Bénin

Burkina Faso

Côte d'Ivoire

Guinée

Guinée-Bissau

Mali

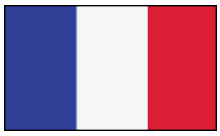
Mauritanie

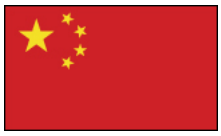
Niger

Sénégal

Togo

PARTENAIRES





AFRITAC de l'Ouest
Immeuble BCEAO
Abidjan, Plateau
Côte d'Ivoire
www.afritacouest.org
www.facebook.com/afritacouest
(+225) 27 20 20 89 87